



L'expansion de l'administration n'est pas un mythe

Il n'existe guère de chiffres fiables sur l'évolution de l'emploi au sein de l'administration publique et des salaires versés dans le secteur public en Suisse. economie suisse a donc examiné huit indicateurs qui, globalement, peuvent éclairer ces questions. Les résultats sont peu réjouissants.

Les reproches relatifs à l'expansion trop rapide de l'État, à l'augmentation continue des services étatiques et au niveau élevé des salaires payés par l'État reviennent de manière incessante. Or la Confédération ne met pas à dispositions des chiffres fiables qui permettraient d'effectuer une comparaison neutre. Les statistiques disponibles indiquent des ruptures structurelles à la suite de modifications des méthodes de recensement et collecte des données. Aux yeux des milieux économiques, l'absence de transparence est problématique. Dans son dernier dossier politique, economie suisse se saisit de la question et examine huit indicateurs. Ceux-ci éclairent partiellement les questions évoquées et permettent des comparaisons avec l'économie privée ou des administrations publiques étrangères.

Le résultat permet une approximation basée sur des indices factuels. Globalement, une tendance claire se dégage: Ces dernières années, l'emploi a augmenté bien plus fortement dans l'administration publique que dans le secteur privé. La Suisse ne s'en tire pas bien non plus par rapport à d'autres pays. Ce n'est pas seulement l'emploi mais également les salaires qui ont pris l'ascenseur. De 2008 à 2018, les salaires ont progressé de 13% pour atteindre 122 000 francs bruts en moyenne. En comparaison avec des entreprises privées de la même branche,

les entreprises étatiques paient des salaires bien plus élevés.

Croissance robuste, efficacité modérée

Globalement, l'analyse arrive à la conclusion que le secteur public en Suisse croît à un rythme supérieur à la moyenne, qu'il est tout au plus modérément efficace et qu'on y verse des salaires élevés. Cela dit le plus gros problème aux yeux d'économistes suisses est l'absence de transparence. La Confédération, les cantons et leurs administrations se financent en effet avec les deniers publics. Par conséquent, les contribuables devraient avoir le droit à la plus grande transparence possible pour voir comment les ressources sont utilisées et à quelles fins.

[Lire le dossier politique](#)